

Social

EAK : le bras de fer continue



zoom

« LA DIRECTION paraît plus à l'écoute aujourd'hui... », souffle Nadia Zedmia au premier entracte. La secrétaire FO de l'entreprise EAK fait référence aux négociations houleuses de la semaine dernière. Les organisations syndicales de l'équipementier de Valentigney rencontraient leur direction, hier à la sous-préfecture de Montbéliard. L'occasion de débattre autour de quatre points : la priorité de reclassement en CDI d'un salarié déjà en CDI ; l'équité entre de traitement entre les 42 salariés concernés cette année et les 50 autres dans un an ; l'engagement de moyens de formation pour aider au reclassement ; des mesures particulières voire financières pour les salariés anciens ou fatigués.

Acte I : 10h, une foule fait le pied de grue devant la sous-préfecture. Des employés, des représentants syndicaux, ou de simples anonymes solidaires sont venus en renfort.

« Un léger mieux »

« La tension va monter dans le pays de Montbéliard si la direction campe sur sa position », prévient Bruno Lemerle. Le responsable de la CGT à PSA fait un calcul simple : « Le groupe Peugeot détient 71 % de l'entreprise Faurecia, elle-même actionnaire majoritaire d'EAK, avec 51 % du capital ». PSA est de surcroît le quasi unique client de l'équipementier de Valentigney. « En tant qu'actionnaire majoritaire et donneur d'ordre, Peugeot a une double responsabilité dans l'affaire. La direction de la firme au lion a les moyens d'apporter des solutions », en déduit-il. Acte II : 17h, Nadia Zedmia sort sur le parvis de la sous-préfecture, les traits tirés par un mois de combat pour « sauver l'emploi ». À l'issue d'une « attente interminable », le couperet tombe. « La priorité sera donnée aux reclassements en CDI. Les salariés auront le choix entre deux postes, c'est-à-dire le droit à un refus... », annonce-t-elle. Puis, dans un soupir : « On reste sur notre faim, on attend mardi, jour de la proposition écrite de la direction ». Les espoirs se muent alors en doutes. « Un léger mieux, on attend de voir ce qui sera proposé par écrit », lance avec prudence Pascal Pavillard, secrétaire du syndicat des métaux de Sochaux. « C'est un ras-le-bol général. Voilà un mois qu'on attend une réponse qu'on ne nous donne pas », grogne un salarié. « Les discussions sont engagées. C'est une petite avancée, mais on n'est pas au bout... La bataille va être difficile. Nous restons mobilisés », promet Bruno Lemerle. Dernier acte mardi.

Franck ROUSSEL